

MSHS-T
BULLETIN D'INFORMATION ARPEGE SEMAINE 20 de 2014

1 – OFFRE DE POSTE

Two positions as professor in gender studies will soon be announced at the Department of Thematic Studies, Linköping University, Sweden:
Postcolonial Feminisms: <http://www.tema.liu.se/tema-g/postkoloniala-feminismer/?l=en>
Gender, nature, culture: <http://www.tema.liu.se/tema-g/genus-natur-och-kultur/?l=en>

L'annonce officielle sera prochainement en ligne à l'adresse: <http://www.liu.se/en/job/>

2 – JOURNÉES D'ÉTUDES, COLLOQUES, CONFÉRENCES À TOULOUSE ET DANS LA RÉGION

2.1

RAPPEL

Séminaire doctoral Arpege 2013-2014
« Genre et alimentation »
16 mai 2014 - 9H00 16h30 - SALLE OBM4 (derrière la MDR)

En collaboration avec Tristan Fournier



Si les recherches à l'interface des *gender studies* et des *food studies* ont fait l'objet d'une attention particulière aux Etats-Unis dans les années 1990, un examen approfondi des travaux francophones croisant les thèmes du genre et de l'alimentation laisse apparaître un angle mort dans la littérature relevant de ces deux champs, hormis les travaux de Priscille Touraille en France. Partant du constat que cette articulation reste un parent pauvre de la recherche, l'ambition de cette journée est de faire

émerger les savoirs existants sur l'articulation de ces problématiques. En quoi les cadres théoriques développés dans le champ des études sur le genre peuvent-ils être pertinents pour l'analyse des pratiques alimentaires ? Et réciproquement, comment l'entrée par l'alimentation peut-elle contribuer à renouveler l'analyse des rapports de pouvoir entre les sexes ?

Programme

9h-9h30 : Accueil

9h30-10h15 - Introduction, par Tristan Fournier, sociologue, post-doctorant, CERTOP-CNRS, UTM, & Julie Jarty, sociologue, CERTOP-CNRS, UTM : **Mise en perspective des problématiques croisées genre et alimentation**

10h15-11h00

Hélène Guétat-Bernard, sociologue, Dynamiques Rurales, ENFA ; Alma Amalia Gonzalez, agronome, UNAM-PROIMMSE, Mexique et Agnès Terrieux, géographe, **Systèmes alimentaires territorialisés, les expériences des circuits courts (comparaison France et Mexique)**

11h00-11h15 : pause café

11h15-12h00: Philippe Cardon, sociologue, CeRIES, Université Lille 3, **Vieillesse, genre et alimentation. L'expérience genrée de la dépendance culinaire**

12h00-12h30 : débat général

12h30-14h00 - pause repas

14h00-14h45 : Amandine Rochedy, Doctorante en sociologie, CERTOP-CNRS, UTM, **Autisme, troubles du comportement alimentaire et enjeux sexués alimentation/santé**

14h45-15h30: Anne Dupuy, sociologue, CERTOP-CNRS, UTM, **Inégalités dans le travail domestique, parental, relationnel et émotionnel lié à l'alimentation et conséquences sur les variations dans les tensions éducatives**

15h30-15h45: pause café

15h45-16h30 : débat et conclusion de la journée

2.2

Jules Falquet présentera deux ouvrages

Le livre de Pinar Selek *Devenir un homme en rampant*, préface de Jules Falquet, Paris, L'Harmattan, 2009

Le mercredi 28 mai à 19h à la librairie Terra Nova, 18 rue Gambetta, 31000 Toulouse, en présence de l'auteure

Le livre d'Andrée Michel, *Féminisme et antimilitarisme*, Paris, Éditions iXe, 2012

Le Jeudi 29 mai 2014, Maison des associations, Kiosk d'Arnaud-Bernard, 3 rue Escoussières, 31000 Toulouse à 19h

La présentation sera suivie d'un apéro-discussion à 20 h

3 – MANIFESTATIONS NATIONALES

Pour connaître l'ensemble des manifestations nationales, consultez les dernières annonces du RING

<http://www.univ-paris8.fr/RING/index.php>

4 – APPELS À COMMUNICATION NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

4.1

RAPPEL

Journée d'étude

« La prostitution urbaine en Europe du Moyen-Âge à nos jours »

Cette journée souhaite privilégier, sans exclusivité toutefois, les jeunes chercheur.es (étudiant.e.s en master, doctorant.e.s, post-doctorant.e.s).

Date limite pour les propositions de communication : 18 mai 2014

Considérée comme un problème sociétal, la prostitution est périodiquement remise au cœur de l'actualité médiatique et législative. Les recherches en sciences sociales autour de ces questions se sont développées à partir des années 1970. Ces années ont vu les mobilisations de prostitué.es avec l'occupation de l'église Saint-Nizier en 1975 mais aussi la parution d'un livre majeur pour l'histoire de la prostitution en France : *Les Filles de noce* d'Alain Corbin. Si les publications sur les prostitutions vont sans cesse croissant [Le Corre, 2011], ce n'est qu'à partir des années 2000 que de jeunes historiens et historiennes, sensibles à l'histoire des femmes et du genre, se sont emparés de la question et en ont considérablement renouvelé l'approche.

« Prostituée » vient du latin *prostituere* qui signifie « mettre devant, exposer au public » et son usage en français est attesté depuis le XVI^{ème} siècle. L'invariant du terme de prostituée ne doit pas cacher le parcours historique d'une notion qui, entre le XVI^{ème} siècle et aujourd'hui, s'est considérablement modifiée. De même, qu'il ne doit pas faire penser qu'il ait fallu attendre le XVI^{ème} siècle pour que « le plus vieux métier du monde » se développe en France. Couvrant une période qui va du Moyen Âge à nos jours, cette journée d'étude devrait être l'occasion de mettre en lumière l'historicité de l'activité prostitutionnelle en abordant les différentes étapes par lesquelles les prostitutions et leurs gestions sont passées au fil des siècles en Europe.

S'il est important de relire l'histoire de la prostitution en Europe à l'aune des avancées méthodologiques et historiographiques proposées par l'histoire du genre et des sexualités, cette journée d'étude entend également mener une réflexion transversale sur la place de la prostitution dans la ville et l'imbrication des dynamiques sociales et spatiales dans l'élaboration des formes prises par l'activité prostitutionnelle. Les axes suivants seront plus particulièrement privilégiés — ce qui n'exclut pas d'autres approches ou d'autres thématiques (et leur croisement) qui ne trouveraient pas leur place au sein des sous-thèmes.

Espaces et lieux de l'activité prostitutionnelle

Les sciences sociales françaises abordant les questions de sexualité ne se sont intéressées que très tardivement à leur dimension spatiale. La géographie française n'a fait que marginalement place

aux études sur les questions de sexe et de genre contrairement aux travaux des géographes anglophones [Séchet, 2009]. En histoire, les rares travaux abordant les sexualités sous l'angle de la dimension spatiale portent sur les cultures gays et lesbiennes ou sur le monde prostitutionnel principalement aux époques modernes et contemporaines [Benabou, 1987 ; Hubbard, 1999].

Pourtant les déambulations des prostitué.es à travers la ville, l'emplacement des lieux de prostitution (officiels ou clandestins), les arrestations et la présence d'agents de l'autorité, les tensions entre « filles publiques » et riverains tissent à chaque fois des territoires prostitutionnels uniques. Dans quel(s) quartier(s) ou lieu(x) se trouvent les prostitué.es ? Que nous révèlent-ils de la place économique et morale accordée à l'activité prostitutionnelle dans l'espace urbain ? Quels impacts ont les dynamiques urbaines sur la géographie de la prostitution ? Qu'est-ce qui explique l'apparition, l'aménagement, la disparition voire la destruction d'espaces voués à la prostitution, que ce soit à l'échelle de la ville, du quartier ou de la rue ? Les territoires de la prostitution dessinent-ils en creux une géographie hétérosexuelle de la ville ?

Prostitution et ville coloniale

L'histoire des femmes et du genre a profondément renouvelé l'histoire de la domination européenne outre-mer et de la transformation des sociétés qui s'y trouvèrent confrontées, en démontrant notamment l'importance d'une approche intersectionnelle — prenant en compte le genre, la race et la classe —, des questions de famille, de mariage et de sexualité [Stoler, 2013]. Dans cette perspective, nous aimerions interroger les spécificités éventuelles de la prostitution coloniale et ce qu'elles peuvent révéler des rapports sociaux en contexte colonial. L'activité prostitutionnelle est-elle hiérarchisée et organisée racialement ? Et comment ? Qui sont les prostituées indigènes ? Leur situation diffère-t-elle des prostitué.es blanc.hes et/ou en provenance de la métropole ? Enfin, l'entreprise coloniale étant presque toujours une entreprise militaire, comment les autorités militaires gèrent-elles les « besoins sexuels » des soldats en garnison, lors des campagnes militaires ? L'organisation de la prostitution dans les villes à forte présence militaire (ports, villes-garnisons) est-elle comparable en métropole et aux colonies ?

Du contrôle à la définition : autorités publiques, activités policières et réglementations

Les travaux de Gail Pheterson ont montré combien le terme de « prostituée » et ses équivalents insultants « putain », « catin » étaient des stigmates de genre spécifiques aux femmes. Toute femme s'expose à être stigmatisée de la sorte dès qu'elle s'adonne à des rapports sexuels jugés immoraux mais aussi en raison de son appartenance sociale, de son apparence physique, des violences qu'elle a subies, de sa conduite, et de sa présence en certains lieux [Pheterson, 2001].

Dans cet axe, il s'agit de s'intéresser aux différents textes, politiques et dispositifs publics encadrant l'activité prostitutionnelle — qu'ils soient législatifs, juridiques, policiers, municipaux, sanitaires, etc. — et aux frontières qu'ils révèlent et contribuent à établir entre les différentes formes de sexualités. La prostitution est-elle considérée comme une sexualité vénale ? Criminelle ? Déviante ? Et qu'en est-il des personnes qui se prostituent ? Quelles sont les formes de prostitution contrôlées, réprimées et pourquoi ? Quel modèle de sexualité légitime et de « bonne sexualité féminine » se dessine-t-il en creux ? Que nous révèle l'action publique encadrant la prostitution des conceptions sociales et morales d'une époque en matière de sexualité ?

Prostitution, mariage et échanges économique-sexuels

L'effcience toujours actuelle du stigmate de putain ne doit cependant pas faire croire à une définition anhistorique et universelle de la prostitution [Karras, 1996 ; Bard, Taraud, 2003]. Les travaux de Paola Tabet ont montré que ce n'était pas la prestation qui définissait la transaction prostitutionnelle mais la forme qu'elle prend dans un contexte historique, social et culturel

particulier. Ainsi, ce qui conduit à nommer prostitution certaines formes de sexualité féminine, c'est la transgression des règles qui structurent et définissent la ou les formes de sexualité légitimes, notamment le mariage [Tabet, 2004].

Dans cette perspective, que nous révèlent les formes de l'activité prostitutionnelle sur l'ensemble des sexualités ? Comment sont pensés les rapports entre mariage et prostitution pour les hommes et/ou pour les femmes, pour les client.es et pour les prostitué.es ? Comment la prostitution est-elle conçue et définie par rapport aux autres formes de sexualité hors mariage (concubinage, adultère, amours libres, etc.) ?

Un mal nécessaire? Églises, religion et prostitué.es

Très tôt, la religion s'est emparée du problème que posait la prostitution à ses yeux. Ainsi, les discours et réflexions à son sujet reviennent au fil des siècles dans les textes religieux [Brundage, 1976]. En ce qui concerne le christianisme, les arguments de saint Augustin sont repris durant l'ensemble du Moyen Âge, justifiant l'activité prostitutionnelle afin de préserver l'ordre matrimonial. Ces arguments reviennent notamment dès qu'un modèle réglementariste se met en place. Au XIX^{ème} siècle, cette conception augustinienne de la prostitution en tant que mal nécessaire est combattue tant par des mouvements féministes que par des ligues de moralité publique [Corbin, 1978]. Joséphine Butler, fondatrice de la *Ladies National Association for the Repeal of the Contagious Diseases Acts* était femme de pasteur et quaker : son engagement politique envers les droits des prostituées tout comme sa « croisade abolitionniste » étaient en partie guidés par sa foi [Regard, 2013 ; Machiels, 2009].

Des contributions s'intéressant aux relèvements des « filles perdues » et la préservation des jeunes filles ainsi qu'à la place prise par l'action envers les prostitué.es dans les œuvres de charité féminines sont attendues. Mais nous apprécierons également des communications abordant les discours religieux et théologiques, l'attention portée aux sexualités illégitimes et/ou vénales dans les pratiques confessionnelles ou la fréquentation ecclésiastique des prostitué.es.

Acteurs et actrices

Dans leur très grande majorité, les études historiques abordent la prostitution sous l'angle du législatif, de la répression, de la statistique et des représentations. Contrairement à d'autres travaux de sciences humaines — sociologie et anthropologie notamment — et en raison des sources et des matériaux propres à la discipline historique, elles permettent rarement de faire émerger la parole des principaux concerné.es, qu'ils soient prostitué.es, proxénète, client.es.

Dans cet axe, on s'intéressera autant aux discours émis par les différents protagonistes qu'à la place prise par la prostitution dans leurs trajectoires personnelles, sociales et/ou professionnelles. Comment devient-on prostitué.e mais aussi proxénète, comment passe-t-on de l'un à l'autre ? Quelles sont les évolutions possibles au sein du monde prostitutionnel, et en dehors ? Qui sont les client.es ?

MODALITÉS DE PARTICIPATION

La journée souhaite privilégier, sans exclusivité, les jeunes chercheur-e-s (étudiant.es en master, doctorant.es, post-doctorant.es).

Les propositions de communication, rédigées en français, doivent nous parvenir en format doc. ou pdf et contenir les informations suivantes :

- nom, prénom
- statut et rattachement institutionnel
- adresse mail de l'auteur.e
- titre envisagé de la proposition

- résumé d'une page maximum

Les propositions de communication doivent être envoyées au plus tard **le 18 mai 2014** en affichant en objet du mail nom, prénom et JEP2014 à :

agathe.robby@gmail.com lolagonzalez@wanadoo.fr

La journée se déroulera en **novembre 2014 à l'Université Toulouse Le Mirail**. La date et le lieu exacts seront précisés ultérieurement. Le choix des communications sera communiqué par mail le **20 juin 2014**.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter les responsables scientifiques de la journée :

Lola Gonzalez-Quijano (Paris, LaDéhis) : lolagonzalez@wanadoo.fr Agathe Roby (Toulouse, Framespa) : agathe.robby@gmail.com

BIBLIOGRAPHIE

Erica-Marie Benabou, *La prostitution et la police des mœurs au XVIIIème siècle*, Paris, Perrin, 1987.

Christine Bard, Christelle Taraud, *Clio, Prostituées*, n°17, 2003.

James. A. Brundage, « Prostitution in the Medieval Canon Law » *Journal of Women in Culture and Society* 1, n°4 (1976): p. 825–845.

Alain Corbin, *Les Filles de noce. Misère sexuelle et prostitution au XIXème siècle*, Paris, Aubier, 1978.

Phil Hubbard, *Sex and the City: Geographies of Prostitution in the Urban West*, London, Aldershot et Ashgate, 1999

Marylène Lieber, Ellen Hertz, Janine Dahinden, *Cachez ce travail que je ne saurais voir : ethnographies du travail du sexe*, Lausanne, Antipodes, 2010.

Christine Machiels, Éric Pierre, *La Prostitution des mineur(e)s au XXème siècle*, Roubaix, ENPJJ, 2008.

Lilian Mathieu, *La Condition prostituée*, Paris, La Discorde, 2007.

Ruth Mazo Karras, *Common women: prostitution and sexuality in Medieval England*, New York, Oxford University Press, 1996.

Leah Otis-Cour, *Prostitution in medieval society: the history of an urban institution in Languedoc*, Chicago ; London: University of Chicago press, 1985.

Gail Pheterson, *Le Prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Jacques Rossiaud, *Amours vénales : la prostitution en Occident, XIIème-XVIème siècle*, Paris, Aubier, 2010. Frédéric Regard (éd.), *Féminisme et prostitution dans l'Angleterre du XIXème siècle : la croisade de Joséphine Butler*, Lyon, ENS éditions, 2013.

Raymonde Séchet, « La prostitution : enjeux de géographie morale dans la ville entrepreneuriale : lecture par les géographes anglophones », *L'Espace géographique* 38, n°1 (2009) : p. 59-72.

Ann Laura Stauler, *La Chair de l'empire. Savoirs intimes et pouvoirs raciaux en régime colonial*, Paris, La Découverte, 2013.

Paola Tabet, *La Grande arnaque. Sexualité des femmes et échanges économique-sexuels*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Christelle Taraud, *La Prostitution coloniale: Algérie, Tunisie, Maroc (1830-1962)*, Paris, Payot, 2003. Judith R. Walkowitz, *Prostitution and Victorian Society : Women, Class and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

4.2

Colloque international et interdisciplinaire
« **Diversité culturelle, genre et démocratie** »
Université Paris 1-Panthéon Sorbonne
7-8 novembre 2014

Date limite pour l'envoi des propositions de communication : 25 mai 2014

Envisagés en tant que mobilisations sociales, le féminisme et le multiculturalisme semblent poursuivre des objectifs similaires : promouvoir la reconnaissance de groupes minorés en raison d'inégalités qui sont non seulement économiques et sociales mais aussi statutaires et symboliques. Dans un cas comme dans l'autre, l'enjeu consiste à politiser des questions reléguées jusqu'alors dans la sphère privée afin de rendre l'égalité démocratique plus inclusive. Pourtant, cette convergence apparente est souvent mise à mal par les tensions qui émergent manifestement entre les droits culturels et les droits des femmes. La perspective d'un « féminisme multiculturel » risque de s'évanouir dès que l'on prend au sérieux le problème des minorités à l'intérieur des minorités. Faut-il en conclure, avec Susan Moller Okin, que le multiculturalisme, s'il encourage le maintien de traditions patriarcales, est une politique qui nuit aux femmes membres des groupes ethniques ou religieux et que, de leur point de vue, l'assimilation à une culture libérale est une perspective préférable ? Ou bien faut-il rejeter ce type de justification au motif qu'elle présuppose la supériorité morale de la culture majoritaire sur les cultures minoritaires, confortant ainsi les préjugés stigmatisants à l'encontre des secondes ? Quelles politiques à destination des minoritaires convient-il dès lors d'envisager pour sortir du dilemme « féminisme Vs multiculturalisme », c'est-à-dire pour promouvoir l'égalité des genres sans cautionner des processus de normalisation culturelle ou d'ethnicisation des rapports sociaux ?

Le colloque international et interdisciplinaire *Diversité culturelle, Genre et Démocratie* propose d'interroger ces tensions à la lumière des travaux les plus récents en matière de féminisme envisagé depuis la perspective spécifique des minorités ethnoculturelles et religieuses. Son objectif est d'éclairer les différents niveaux de sens que prend la notion polymorphe de « culture » et leur articulation, lorsqu'on envisage la « diversité culturelle » au prisme du genre et de l'égalité démocratique.

Les propositions pourront ainsi envisager des questions d'ontologie sociale : de quelle(s) culture(s) est-il question lorsqu'on aborde la question des femmes membres de minorités ethnoculturelles et religieuses ? De quel(s) groupe(s) social s'agit-il exactement et comment les éléments liés au genre d'une part et à l'ethnicité d'autre part se combinent-ils pour le(s) former ?

Ces questions pourront être complétées par les réflexions et théories critiques, relatives aux processus de domination croisés que subissent les femmes membres de minorités et à leur remise en cause. Dans quelle mesure la révision des représentations culturelles que provoquent les contestations féministes favorise-t-elle la déconstruction des préjugés racistes et ethnocentriques ? Dans quelle mesure, au contraire, risque-t-elle de les renforcer ? Dans cette réflexion sur les relations interculturelles, faut-il accorder un rôle particulier à la dimension religieuse des identités culturelles, dans la mesure où elle cristallise régulièrement les tensions entre majorité et minorités, notamment en matière d'égalité des genres ?

Le colloque accordera enfin une place privilégiée aux modèles juridiques et politiques susceptibles de prendre en charge ce type d'inégalité ou de domination (égalitarisme libéral, capacités, (non-) domination, intersectionnalité, *care*, etc.). Il s'agira d'examiner les mérites et limites de ces diverses approches théoriques.

Les travaux issus des champs de la philosophie politique, de la théorie politique, des sciences politiques, de la sociologie, des *cultural studies*, des *postcolonial studies* sont les bienvenus. Une attention particulière sera portée au contexte national dans lesquels ces problèmes sont constitués et discutés.

Les propositions (de 1 000 mots maximum), accompagnées d'une courte bio-note, pourront être soumises en français ou en anglais.

Elles devront être envoyées à conference.dgd.2014@gmail.com avant le 25 mai 2014.

La réponse sera communiquée aux auteur.e.s fin juin 2014.

Conférencier.es invité.e.s :

Avigail Eisenberg, Département de Science Politique, Université de Victoria.

Eric Fassin, Département de Science Politique, Université de Paris 8-Saint Denis Vincennes

Nacira Guénif-Souilamas, Département de Sciences de l'Éducation, Université de Paris 8-Saint Denis Vincennes

Cécile Laborde, Département de Théorie Politique, University College de Londres.

Sandra Laugier, UFR de Philosophie, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne

Eric Macé, Département de Sociologie, Université de Bordeaux 2-Victor Segalen

Sarah Song, Berkeley Law, Université de Californie.

Laurel Weldon, Département de Science Politique, Université de Purdue.

Organisatrices :

Sophie Guérard de Latour, Université Paris-1-Panthéon Sorbonne.

Catherine Larrère, Université Paris-1-Panthéon Sorbonne.

Judith Revel, Université Paris-1-Panthéon Sorbonne.

Institutions partenaires :

Université de Paris 1-Panthéon Sorbonne

Centre de Philosophie Contemporaine de la Sorbonne (PhiCo-NoSoPhi)

Berkeley Law, Université de Californie

4.3

« Les femmes dans le monde académique »

Paris, 25, 26, 27 mars 2015

Soumission des propositions de communication avant le 26 mai 2014

Le colloque est une action du projet TRIGGER (*transforming institutions by gendering contents and gaining equality in research*) et aura lieu au sein des établissements de la Communauté d'Universités Sorbonne Paris Cité : Université de Paris Sorbonne Nouvelle, Université Paris Descartes, Université Paris Diderot, Université Paris 13 Villetaneuse.

Contexte :

Le colloque s'inscrit dans le cadre des évolutions récentes dans l'enseignement supérieur plus particulièrement la mise en place des chargé-e-s de mission « égalité » dans les institutions, d'une part, et la création des Communautés des universités, d'autre part. Ce projet est le fruit d'une coopération entre les chargées de missions des différents établissements au sein de Sorbonne Paris Cité.

Actualité :

Les recherches sur la place des femmes dans le monde académique se sont sensiblement développées ces dix dernières années. De l'ouvrage *Les enseignantes-chercheuses à l'université* en 2002 à la parution du livre *Le plafond de fer de l'université* en 2010, de nombreux articles et numéros de revue se sont intéressés aux liens ambigus entre sciences, recherche et genre. Le livre blanc de l'Association Nationale pour les Études Féministes, *Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche, publié en 2014* met en lumière la persistance des inégalités des sexes. Les études sur ce thème font principalement deux constats à partir de données quantitatives : la déperdition des femmes à mesure que l'on avance dans la hiérarchie des enseignements et des statuts; le caractère apparemment sexué des disciplines universitaires, même si le « sexe » des disciplines évolue au cours de l'histoire. Des études qualitatives ont permis de rendre compte d'un certain nombre de facteurs à l'origine de ces ségrégations horizontales et verticales. Sont ainsi fréquemment donnés comme facteurs explicatifs, 1/la socialisation différentielle à laquelle sont soumis hommes et femmes depuis l'enfance qui produirait des attentes et des stratégies de carrière différentes ; 2/ la division sexuelle du travail et la conciliation famille/carrière rendue difficile pour les femmes en raison de leur prise en charge quasiment exclusive de l'univers domestique ; 3/ enfin sont de plus en plus mises en avant les résistances de l'institution qui serait elle-même productrice de normes genrées à l'origine de discriminations. En outre, de nombreux stéréotypes de genre affectent encore les représentations du travail et de celles ou ceux qui le font, ce qui n'est pas sans incidences sur l'évaluation des dossiers, la perception de "l'excellence", les carrières différenciées et le "plafond de verre".

Enjeux :

Ce colloque transdisciplinaire aura pour ambition, à partir d'une approche comparative à l'échelle internationale, d'une part d'actualiser les données chiffrées sexuées concernant la place des femmes dans les différentes disciplines académiques mais aussi dans les différents corps, y compris administratifs, des universités ; d'autre part d'identifier les obstacles persistants aux carrières féminines, tout en prenant en compte les différents programmes mis en place en faveur de l'égalité pour évaluer leur efficacité.

Les questionnements suivants sont privilégiés avec une première entrée dans la question scientifique et une deuxième entrée plus politique en puisant dans des perspectives émanant des sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, économie, psychologie, sciences politique, philosophie morale...).

Questionnements scientifiques

- Approche historique : de quelle manière l'enseignement supérieur et la recherche se sont féminisés (travaux sur les pionnières)?
- Analyse socio-historique des carrières des femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche.
- Approches socio-démographiques du plafond de verre dans l'enseignement supérieur et la recherche
- Féminisation = dévalorisation ? L'orientation sexuée des étudiant.e.s.
- Femmes en sciences et médecine : l'articulation vie professionnelle, vie privée ; le sexe des spécialités ; les effets de genre dans la recherche scientifique et médicale.
- Approche psycho-sociale : la souffrance au travail

Questionnements politiques

- Quelles politiques et quels résultats ? Evaluation des initiatives nationales en faveur des femmes dans le système universitaire et réflexion sur de nouvelles actions à mener, notamment sur le plan l'éthique.
- Mise en perspective des différentes recherches, nationales et internationales, menées sur les femmes dans le monde académique de manière à identifier les obstacles toujours présents et

faire ressortir les mesures qui ont porté leurs fruits.

Comité d'organisation :

- Anne Kupiec, Vice-Présidente des relations humaines, Directrice du Pôle Egalité Femmes-Hommes, Université Paris Diderot
- Rachida Lemmaghti, chargée de mission égalité, Université Paris Diderot
- Sophie Lhenry, sociologue, chargée d'études au PEFH, Université Paris Diderot
- Pascale Molinier, chargée de mission égalité, Université Paris 13 Villetaneuse
- Rebecca Rogers, chargée de mission parité hommes-femmes, Université Paris Descartes
- Marie Soledad Rodriguez, chargée de mission égalité, Université Paris Sorbonne Nouvelle
- Gabrielle Costa de Beauregard, chargée de mission, Sorbonne Paris Cité

Modalités de soumission des propositions de communication avant le 26 mai 2014

Les langues du colloque sont le français et l'anglais, avec traduction simultanée assurée lors des sessions plénières et dans certains ateliers, en fonction des besoins.

Trois possibilités de participation au colloque :

- 1) Une communication isolée
- 2) Un symposium avec 3 communications
- 3) Un poster

Envoi d'un résumé de 500 mots qui précise l'objet de la communication, les questions centrales, le corpus traité ou l'enquête de référence. Inclure également une bibliographie de 5 titres appropriés. Préciser l'articulation avec un ou plusieurs axes du colloque.

Pour un symposium, rajouter un argumentaire général de 300 à 500 mots. Joindre au résumé un curriculum vitae abrégé (pas plus de 2 pages).

Adresse pour la soumission des propositions : lesfemmesdanslemondeacademique@uspc.fr

Les réponses seront transmises début juillet 2014

Comité scientifique

Leora Auslander, University of Chicago, Elisabeth Belmas, Vice-Présidente du Conseil d'administration, Université Paris 13 Nicole Fouché, Association Réussir l'égalité femmes-hommes, EHESS, Delphine Gardey, Etudes genre, Université de Genève Claudine Hermann, Association Femmes et Sciences, Jacqueline Laufer, MAGE, HEC, Anne Larue, Université Paris 13, Emmanuelle Latour, Ministère des droits des femmes, Hélène Lee-Gosselin, Chaire Claire-Bonenfant « Femmes, savoirs et sociétés », Univ. Laval, Nicky Lefeuvre, Centre d'études genre, Université de Lausanne, Anne Le Friant, Institut Physique du Globe de Paris, Claire Le Jeune, Université Paris Descartes, Catherine Marry, Centre Maurice Halbwachs, CNRS, Margaret Maruani, MAGE, Paris Descartes, Olivier Martin, Cerlis, Université Paris Descartes, Matamoros Isabelle, Association EfiGies, Nicolas Mignan, Directeur Général des Services, Paris Descartes, Françoise Milewski, Presage, Sciences Po, Annie Montaut, Institut Nationale des Langues et des Civilisations Orientales, Anne Pépin, Mission pour les femmes au CNRS, Hélène Périvier, Presage, Sciences Po Emmanuelle Picard, LAHRHA, ENS LSH Lyon, Frédérique Pigeyre, Institut de recherche en gestion, Université de Paris Est-Créteil, Fabrice Virgili, Mnemosyne, IRICE, Université Paris I.

4.4

RAPPEL

Journées d'étude

« Veuves, veufs et veuvages en Europe à l'époque contemporaine (19^e-21^e siècle) »

Date limite : 20 juin 2014

Ce projet est né du constat qu'il n'existait pas de réflexion générale sur le veuvage en Europe à l'époque contemporaine, à la différence d'autres périodes historiques. Pourtant, malgré sa quasi invisibilité aujourd'hui en raison principalement de l'amélioration des conditions de vie et des transformations des structures familiales, le veuvage n'en reste pas moins, entre le début du 19^e siècle et les années 2000, un phénomène démographique d'importance, touchant plus ou moins 10% de la population en période de paix et beaucoup plus en période de conflit. Du fait de son impact juridique, social, culturel et psychologique, le veuvage constitue un prisme intéressant pour penser l'histoire des pratiques et des représentations des sociétés européennes. A ce titre, le présent appel à communication est ouvert aux différentes disciplines des sciences humaines et sociales : histoire, sociologie, droit, économie, sciences politiques, sciences de gestion, psychologie, littérature, afin de croiser les approches et les regards.

Par ailleurs, le poids des frontières nationales et le cadre local ou étatique des législations a, jusqu'à aujourd'hui, fortement pesé sur la manière de concevoir les phénomènes juridiques, sociaux et culturels comme le veuvage. *L'un des objectifs de ce projet de journées d'étude est d'inviter à renouveler les réflexions à ce propos, en incitant à des études comparatistes ou transnationales. Les réflexions pourront s'opérer selon deux focales. L'une interne, observant la diversité des veuvages en Europe, les comparant et tentant d'en saisir les éventuelles interactions et les influences mutuelles. L'autre externe, visant à définir les similitudes et caractéristiques qui sont propres aux sociétés européennes en matière de veuvage, au-delà des différences. Il s'agira, en somme, de dégager les spécificités locales des veuvages européens, les uns vis-à-vis des autres, et les spécificités européennes de ces veuvages vis-à-vis du reste du monde. A ce titre, les études sur la vision que les Européen.ne.s portent sur les autres veuvages pratiqués dans le monde ou, à l'inverse, celles sur les perceptions des non-Européen.ne.s sur les pratiques des populations du Vieux Continent peuvent prendre place dans la réflexion.*

Ce projet, enfin, vise à penser le veuvage dans sa dimension genrée, ce qui, notamment, implique de ne pas assimiler le veuvage exclusivement à une situation féminine. En effet les veufs sont de grands oubliés de l'historiographie et il serait intéressant d'analyser les raisons et les conséquences de cette absence dans les politiques sociales et les représentations culturelles. Penser le veuvage masculin permettra de mieux mettre en perspective les particularités du veuvage féminin et de dégager les rapports sociaux et de pouvoir afférents aux différences de traitement ou de situation selon le sexe.

Trois axes transversaux ont été définis, chacun introduisant ces trois dimensions, pluridisciplinaire, européenne et genrée. Chaque axe fera l'objet d'une journée d'étude :

- Journée d'étude 1 : Les institutions face au veuvage en Europe (2014)
- Journée d'étude 2 : Normes, pratiques et représentations du veuvage en Europe (2015)
- Journée d'étude 3 : Guerres et veuvages en Europe (2016)

Le présent appel concerne la journée 1

Journée d'étude 1 : Les institutions face au veuvage en Europe (8/12/2014, Bordeaux)

Le terme « institutions » inclut ici autant les collectivités publiques (communales, régionales, étatiques, européennes...) que privées (corporatistes, religieuses...). Quelle place tient le veuvage aux yeux des diverses institutions privées ou publiques ? Le veuvage est-il considéré comme un état digne d'intérêt par les unes et les autres ? Quelles institutions se préoccupent le plus de ces populations selon les lieux et les époques ? Quels rapports entretiennent ces institutions entre elles (notamment entre le public et le privé) ? Sont-ce des relations d'influence, de concurrence... ? Comment les veufs et veuves parviennent à se faire reconnaître par ces institutions ? Trois sous-axes peuvent guider les chercheurs :

Ø Diversité et rayonnement des institutions concernées par le veuvage

Ø Les modalités d'intervention des institutions face au veuvage

Ø Les acteurs et les actrices de la reconnaissance institutionnelle du veuvage

Aspects pratiques

Comité d'organisation :

Peggy Bette (CERHIO, Rennes 2)

Christel Chaîneaud (CAHD, Bordeaux 4)

Comité scientifique :

Peggy Bette (CERHIO, université Rennes 2)

Christel Chaîneaud (CAHD, université Bordeaux)

Magali Della Sudda (centre Emile Durkheim, Sciences Po-Bordeaux)

Françoise Leborgne-Uguen (université de Bretagne occidentale-Brest)

Yannick Marec (GRHIS, université Rouen)

Simone Pennec (université de Bretagne occidentale-Brest)

Paulette Robic (IEMN-IAE, université Nantes)

Bruno Valat (centre universitaire Jean-François Champollion-FRAMESPA- université Toulouse 2)

David G. Troyansky (Brooklyn College et le Graduate Center, City University of New York)

Olivier Vernier (ERMES, université Nice-Sophia Antipolis)

Fabrice Virgili (IRICE, université Paris 1)

Modalités de soumission des propositions de communication :

Les propositions de communication devront contenir les informations suivantes :

Nom, prénom

université ou laboratoire de rattachement

fonction

Titre envisagé de la communication

Texte de 2 à 3 000 signes en français ou en anglais précisant le contenu, la méthodologie et les sources

La date limite de soumission des propositions de communication pour la première journée est le **20 juin 2014**. Le comité scientifique répondra dans un délai d'un mois. Un nouvel appel à communication sera fait pour les journées 2 et 3 mais toutes les propositions sont d'ors et déjà bienvenues.

Les propositions de communication sont à adresser à veuvages.europe@gmail.com

Pour toutes informations complémentaires : veuvages.europe@gmail.com

4.5

Colloque du LabEx EHNE – Axes 4 et 6
Université de Nantes et de Paris-Sorbonne



Écrire une histoire
nouvelle de l'Europe

« Les circulations européennes à l'âge des Empires coloniaux au XIX^e siècle : une lecture genrée »

Nantes, 4-5 décembre 2014

Date limite : 29 juin 2014

Dans le sillage d'importants colloques et numéros de revue portant sur les femmes et le genre en situation coloniale (notamment « La femme dans les sociétés coloniales » en 1985, plus récemment, le numéro « Colonisations » de la revue *Clio*, paru en 2011, ou encore en 2012, le colloque « Femmes et genre en contexte colonial, xix^e-xx^e siècles »), cette rencontre se propose d'examiner à l'aune du genre les circulations européennes dans les Empires coloniaux au xix^e siècle.

Il s'agit ainsi de croiser l'étude d'objets de recherche longtemps négligés. D'abord, le rôle des femmes dans l'histoire coloniale et dans l'histoire des mobilités au sens large. L'histoire des Empires européens s'est d'abord écrite sans tenir compte de l'identité genrée des acteurs et actrices qui les ont construits, et les mobilités ont longtemps été décrites comme un phénomène éminemment masculin, les femmes étant le plus souvent considérées comme des « suiveuses » passives. Néanmoins, l'historiographie récente a été amenée à réévaluer la place des femmes et l'impact des assignations de genre sur les déplacements féminins et masculins en situation coloniale. Ce colloque se propose ainsi de saisir les mobilités d'Européen.ne.s dans l'espace colonial, ou plutôt dans *les* espaces coloniaux, puisque les Empires constitués par les métropoles européennes seront ici envisagés dans toute leur diversité.

Il s'agira de considérer tout à la fois les circulations volontaires ou forcées, en allant du simple voyage jusqu'au déplacement faisant suite à une mesure de bannissement ou à un exil politique. Cette rencontre veut d'abord examiner dans toute leur variété les **figures féminines** qui se sont alors déplacées depuis l'Europe vers l'espace colonial : celles qui ont voyagé et exploré ; celles qui ont contribué à peupler l'espace colonial ; celles qui ont instruit, soigné, enfanté ou évangélisé ; et enfin les femmes bannies ou exilées au sein même de l'espace colonial.

Le colloque s'intéressera plus largement aux **migrations et mobilités européennes** entre métropoles et colonies, mais aussi aux circulations qui ont relié entre eux les espaces coloniaux au xix^e siècle :

- Comment expliquer les différences de comportements migratoires entre hommes et femmes en situation coloniale ?
- Est-ce que les femmes européennes ont pu devenir les actrices de mobilités au sein de l'espace colonial ?
- Quelles ont été les perceptions genrées de ces mobilités et circulations dans les Empires ? Peut-on parler de formes de déconsidération pour les femmes qui se déplaçaient hors de la tutelle maritale ?
- Quelles ont été les limitations, ou au contraire les incitations apportées par les autorités coloniales à ces circulations, ont-elles été différentes selon qu'il s'agissait de mobilités féminines ou masculines ?
- Enfin, quel impact les circulations européennes ont-elles eu sur les rapports et assignations de genre au sein des populations coloniales ?

En envisageant les déplacements en situation coloniale selon une lecture genrée, il s'agit de remettre le genre en mouvement, mais également de contribuer à une **histoire comparée des empires au XIX^e siècle**, en privilégiant le moment où ils se sont constitués plutôt que leur apogée, plus largement étudié de ce point de vue dans l'historiographie.

Les sources examinées dans les communications intégreront les fonds politiques, judiciaires et administratifs, sans négliger dans la mesure du possible archives privées, ressources iconographiques et récits de voyage, qui permettent d'identifier les stratégies propres aux actrices et acteurs de ces déplacements et de comprendre l'impact des déplacements volontaires et forcés des Européen.ne.s sur les sociétés coloniales.

Les communications, d'une durée de **25 minutes**, pourront s'effectuer en français, en anglais ou en espagnol. Le comité scientifique du colloque se réunira le lundi 30 juin pour sélectionner les propositions de communications et le programme définitif sera élaboré en septembre 2014.

Les propositions de communication d'une vingtaine de lignes doivent être envoyées accompagnées d'un bref CV avant le **29 juin 2014** aux adresses suivantes :

labexehne4@univ-nantes.fr et delphine.diaz@paris-sorbonne.fr

Voir l'appel à communication complet : <http://genreurope.hypotheses.org/893>

4.6

Journée d'études

« Sexualités et enfermements »

Vendredi 12 décembre 2014, Université Lille 1

Date limite : 30 juin 2014

Cette journée d'études est une action du projet **SEXENFER**, coordonné par Gwénola Ricordeau et Régis Schlagdenhauffen. Elle est soutenue par l'Université de **Lille 1**, le **Clerse** (UMR 8019) et le laboratoire **Lise** (UMR 3320, Cnam/CNRS).

Contexte et enjeux :

Il a souvent été rapporté que les pratiques, les normes, ainsi que les représentations de la sexualité dans un univers fermé diffèrent de celles du reste de la société. Cette observation s'expliquerait par l'organisation de l'espace, la culture propre aux enfermés.e.s et les usages institutionnels qui contrôlent, réduisent ou interdisent les contacts entre les personnes enfermées avec les personnes extérieures.

Les individus vivant des situations d'enfermement physiques tels que dans les prisons, les camps d'internement et de concentration, les centres de rétention et les zones d'attente pour réfugié.e.s et demandeur.e.s d'asile, parfois pour une durée indéterminée, sont obligés de négocier la sexualité avec les détenteurs du pouvoir, mais aussi avec leurs « camarades d'infortune ».

Dans d'autres cas, l'enfermement peut se manifester de manière plus diffuse, notamment dans des institutions spécialisées (telles que les hôpitaux, maisons de retraite, internats, couvents, *gated communities*, etc.) posant la question de la « clôture » et par-delà celle de la perméabilité des relations sociales et sexuelles entre un « dedans » et un « dehors ».

L'avènement des études sur le genre, en France, a permis celui des travaux sur la sexualité. Ceux-ci demeurent néanmoins relativement limités dans le champ d'étude des lieux d'enfermement, que ceux-ci soient physiques ou symboliques.

Notre appel à communications suggère d'investiguer les relations entre enfermement et sexualités, au prisme des études sur le genre, et de questionner les frontières entre dehors et dedans.

Questionnement scientifique :

Les communications pourront notamment porter sur les cinq domaines suivants :

4. Histoire et pratiques de la non-mixité

Les pratiques de séparation des personnels et des personnes enfermées selon le sexe ; les personnels ou « extérieurs » de sexe opposé intervenant dans des lieux d'enfermement non-mixtes ; les discours sur les risques entraînés par la mixité...

2. Politiques et organisation de la sexualité

Organisation et répression de la sexualité ; mise en place d'aménagements de type « parloirs sexuels », chambres d'intimité ou d'amour ; mobilisations collectives légitimant un droit à la sexualité dans des institutions fermées.

3. La frontière dedans/dehors

Corps enfermant, corps enfermé ; adaptation et substitution des pratiques ; stratégies de transgression des normes institutionnelles, etc.

4. Pratiques, représentations et discours

Récits de personnes enfermées et de leur sexualité ; représentation des personnes enfermées dans les productions culturelles (théâtre, cinéma, littérature) ? Réception des représentations ?

5. Questions méthodologiques

Comment enquêter sur les sexualités dans les lieux d'enfermement ? Comment s'articulent ou se confortent les contraintes des enquêtes sur les sexualités et celles des enquêtes dans/sur les lieux d'enfermement ?

Modalités :

Cet appel à communications s'adresse en particulier aux chercheur.e.s travaillant en sciences sociales, histoire et littérature, mais il reste ouvert aux autres approches disciplinaires. Il n'est pas restrictif quant aux périodes historiques, ni aux aires géographiques étudiées.

Les propositions de communication des doctorant.e-s et des jeunes chercheur.e-s sont fermement encouragées.

Les propositions de communication (3 000 signes maximum, en indiquant un titre, votre statut et votre institution de rattachement) doivent être adressées par email **avant le 30 juin 2014** aux adresses suivantes : regis.schlagdenhauffen@ehess.fr / gwenola.ricordeau@univ-lille1.fr

Les réponses seront transmises courant juillet 2014.

Comité d'organisation :

Régis Schlagdenhauffen & Gwenola Ricordeau



“From Ideas to Markets: Excellence in mainstreaming gender into research, innovation, and policy”

Renseignements, programmes complets et inscriptions : <http://gender-summit.com/>

5.1



« Le genre à l'épreuve de l'incertain »

Date limite d'envoi des propositions d'articles : 30 juin 2014

Que devient le genre dans un contexte d'incertitude ? Dans la continuité thématique du congrès « Penser l'incertain » de l'AISLF, à Rabat en juillet 2012, le présent appel à contributions vise à explorer quelques-unes des manifestations contemporaines de l'incertain, au regard des rapports sociaux de sexe ou de genre, dans différents contextes sociaux (travail, famille, école, espace public, partis politiques, etc.).

Assiste-t-on, de manière inexorable, à une recomposition plus inégalitaire des rapports de genre que par le passé ? Ou *a contrario*, les processus d'individuation caractéristiques de la « deuxième modernité » constituent-ils un frein au renforcement des inégalités entre les sexes en période de « crise » ? Dans quelle mesure le principe d'égalité entre les sexes, la relative désinstitutionnalisation des normes régissant les différences de sexe et l'autonomisation des destins individuels par rapport au genre sont-ils révisés, renforcés ou bien annulés en période d'incertitude ? Les contextes d'incertitude ouvrent-ils une brèche dans les systèmes de domination (Le Feuvre, 2014) ¹ ? Le caractère éminemment risqué des anciennes « certitudes » sociales, notamment pour les femmes, pourrait en effet ouvrir les horizons des possibles, pour des groupes sociaux dominés dont les destins étaient autrefois certains et prévisibles.

Ce dossier thématique de la revue *SociologieS* entend présenter des travaux originaux et empiriquement fondés, émanant de jeunes chercheur·e·s comme de collègues plus confirmé·e·s. Il invite à interroger les effets de l'incertain sur les institutions, les processus sociaux et/ou les trajectoires (familiales, professionnelles, sociales, militantes, etc.) et plus fondamentalement le système de genre, pour en saisir les effets potentiellement inventifs et innovants, dans différents contextes géographiques et sociaux.

Marie-Carmen Garcia, Professeure des Universités, Université Paul Sabatier Toulouse III.

Nathalie Lapeyre, Maîtresse de Conférences, Université Toulouse II – Le Mirail.

Veillez envoyer le résumé de votre proposition (1 page maximum) **avant le 30 juin 2014** aux deux coordonnatrices du numéro :

Marie-Carmen Garcia : marie-carmen.garcia@univ-tlse3.fr

Nathalie Lapeyre : nlapeyre@univ-tlse2.fr

Les auteur·e·s des propositions sélectionnées doivent envoyer les propositions d'article **avant le 17 novembre 2014**. Les articles devront être compris entre 25 000 et 35 000 caractères espaces compris.

¹ Le Feuvre Nicky, 2014, « Appréhender les défis de l'incertain sous l'angle du genre », dans Didier Vrancken (dir.), *Penser l'incertain*, Québec, Presses de l'Université Laval et Paris, Éditions Hermann, pp. 113-135.

Consignes de rédaction aux auteur-e-s : <http://sociologies.revues.org/289>

Protocole de rédaction :

Les articles proposés au Comité de rédaction doivent être originaux, ne pas avoir été soumis ailleurs et ne pas avoir été publiés dans une autre langue. Les articles n'excéderont pas les 35.000 signes (incluant tableaux, graphiques et bibliographie) et devront être accompagnés d'un court résumé d'une dizaine de lignes, en français, en anglais et en espagnol, et de cinq mots clé, en anglais et français également.

L'auteur-e fournira les renseignements suivants : son nom, son adresse, son numéro de téléphone, son adresse électronique ainsi que son titre et son établissement de rattachement.

Les textes seront examinés de façon anonyme par deux lecteurs externes (ou trois s'il n'y a pas entente sur l'évaluation). Les articles soumis présenteront des résultats de recherche originaux et des qualités telles que la lisibilité et la pertinence par rapport à la problématique générale du numéro

	Dates
Envoi des résumés	30 juin 2014
Réponse du comité	16 juillet 2014
Envoi des articles sélectionnés sur la base des résumés	17 novembre 2014
Retour de l'évaluation par les pairs (<i>peer review</i>)	2 mars 2015
Envoi de la deuxième version de l'article	30 avril 2015
Publication	Octobre-Novembre 2015

5.2

Revue Recherches féministes

« Être femme en Afrique subsaharienne: la fin des "cadets sociaux" ? »

Sous la direction de Muriel Gomez-Perez et Marie Brossier

Date limite : 10 septembre 2014

Dans le contexte d'une approche de relations de pouvoirs construits, plusieurs écrits² ont désigné les « cadets sociaux » comme l'ensemble des catégories sociales dominées, principalement les jeunes et les femmes, par opposition à leurs « aînés sociaux » dont l'autorité repose tant sur l'âge, la position dans la lignée que sur leur possession de ressources symboliques et matérielles. Ces rapports de subordination sociale organisés sur des rapports de séniorité ont permis la reproduction

² Balandier (1955 : 340) parle de « l'organisation automatique de l'autorité » par l'ancienneté (« séniorité »). Les travaux de Meillassoux (1975) menés au cours des années 70 sont également au centre de cette approche.

du système politique hérité de la colonisation (Bayart, 1989) tout en maintenant les « cadets » dans une position de marginalisation, ce qui limite leur mobilité sociale et l'accès aux positions de pouvoir.

Pourtant, à la faveur de nouvelles dynamiques sociales devant les plans d'ajustement structurel et le retrait de l'État dans les secteurs clés de l'économie, d'une part, les divers processus d'urbanisation et le rôle influent des médias, d'autre part, et, enfin, devant les transformations des rapports d'autorité dans les familles, les rapports de domination ont évolué et les critères de hiérarchisation sociale ont changé (Brossier 2004). Les femmes ont été amenées à assumer de nouveaux rôles depuis les années 80 (Coquery-Vidrovitch 2013) et surtout après l'adoption de la Déclaration et programme d'action de Beijing en septembre 1995, à la suite de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Elles ont, de ce fait, montré leur capacité redistributive et créative. Malgré les structures patriarcales de domination, voire parfois le renforcement des inégalités hommes-femmes, certaines femmes vont jusqu'à parvenir à négocier, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, une nouvelle place sans nécessairement bouleverser totalement les logiques d'organisation socioculturelle. Certaines, de la jeune génération comme de l'ancienne, sont devenues chefs de famille, chefs d'entreprise, leaders d'opinion en raison de leur militantisme actif, leaders politiques ou figures religieuses charismatiques.

Le numéro de la revue *Recherches féministes* qui sera consacré à ce thème invite à porter un regard croisé au carrefour de plusieurs disciplines de sciences humaines et sociales afin de rendre compte d'histoires particulières de femmes, individuelles ou collectives ou encore de voies différenciées d'affirmation féminine pour mieux comprendre les profonds changements qui ont eu cours en Afrique au sud du Sahara depuis les 30 dernières années. Dans cette perspective, trois axes de réflexion sont proposés.

Premier axe

Rapports intergénérationnels : négociation ou confrontation ?

La littérature invite, ces dernières années, à mettre en valeur les relations entre générations en vue d'analyser les continuités et les discontinuités dans les dynamiques relationnelles entre les générations, les relations conflictuelles avec le passé qui modèlent le présent et les reconfigurations identitaires entre les générations à travers des contextes politiques, sociaux et familiaux diversifiés (Gomez-Perez et LeBlanc 2012; Reynolds Whyte *et alii* 2008). Dans cette avenue, le premier axe invite dès lors à réfléchir à l'échelle micro en analysant les relations entre femmes dans l'espace des femmes, par exemple en milieu urbain ou rural, dans les activités associatives de quartier, dans les tontines, dans les groupes d'intérêts économiques ou à l'occasion de célébrations familiales. Il s'agira tout d'abord d'appréhender la manière dont les femmes négocient leurs responsabilités et contournent certaines normes sociales ayant trait à la procréation, aux relations sexuelles ou matrimoniales; puis de voir la façon dont ces représentations et ces pratiques font l'objet d'une transmission et définissent les relations entre mères et filles. Enfin, l'enjeu de leur réception par ces dernières constituera une piste à explorer.

Le regard porté sur la prescription des rôles féminins dans des sociétés aux prises avec des changements socioéconomiques très profonds permettra de mieux appréhender les logiques d'autorité entre différentes générations féminines. Celles-ci sont modelées par des processus d'agentivité (Plancke 2012; Moghadam et Senftova 2005) et d'autonomisation (*empowerment*) (Calvès 2009; Chant 2007; Kabeer 2005) mais aussi des pratiques comme la débrouillardise et les stratégies de survie dans des situations de forte insécurité socioéconomique, voire de violence extrême.

Deuxième axe

Itinéraires de militantisme et mobilités sociales

Le deuxième axe interrogera les trajectoires de militantisme des femmes dans les différents secteurs de la société, notamment associatifs, religieux et politiques. Il s'agira, d'une part, de voir en quoi les femmes s'engagent dans des formes de mobilisations collectives et d'examiner, les savoirs et les savoirs-faire qu'elles y acquièrent; d'autre part, de souligner les processus d'individuation et d'individualisation (Marie 1997 et 2007) à l'œuvre. De plus, la formation de véritables « figures de la réussite » (Banégas et Warnier 2001) féminines permettra de voir dans quelle mesure cette mobilisation constitue un vecteur de mobilité sociale donnant aux femmes l'occasion de convertir les ressources acquises dans le champ militant pour se positionner dans d'autres espaces sociaux. Cet axe mettra également en lumière les formes de mobilisations collectives et citoyennes sur des faits de société (luttres contre la réforme du Code de la famille, contre la polygamie, contre le mariage précoce, contre les mutilations et les violences sexuelles, contre la vie chère, pour la parité, pour l'égalité des sexes, pour le planning familial, etc.), et ce, afin d'interroger la constitution d'un espace de la « cause des femmes » (Bereni 2007). Cela mènera à une réflexion sur l'identification de ces mobilisations par les militantes à la cause féministe et les débats qui portent sur leur ancrage national et africain et s'articulent à des processus de transnationalisation dans le contexte des mobilisations altermondialistes (Sow, 2009; Imam, Mama et Sow, 2004).

Troisième axe

Reconfigurations de l'intime et du public

Le troisième axe s'intéresse aux effets de la remise en question des rapports intergénérationnels et de mobilités sociales engagées par les pratiques militantes dans le rapport aux hommes. Les reconfigurations des structures de domination patriarcale permettent de mettre en lumière les reconfigurations des espaces de l'intime et du public. Il s'agira de révéler les négociations des rôles prescrits aux femmes au sein de la famille (nucléaire et élargie) par rapport aux figures conventionnelles de l'autorité (maris, pères, grands-pères, oncles notamment). Il s'agit ici de questionner les reconfigurations des rapports entre autorité et légitimité qui en résultent, notamment autour des modalités mises en œuvre par les femmes pour acquérir des formes de légitimité sociale à la fois au sein de l'espace familial mais également en dehors de ce dernier, comme dans des espaces rituels de pratique de la foi, dans un espace de la société civile ou de production culturelle ou encore dans un espace politique. On s'interrogera enfin sur les reconfigurations des rapports entre femmes et hommes dans les espaces publics et politiques, afin d'appréhender les carrières choisies par des femmes (militantes, leaders d'opinion, leaders politiques, chefs d'entreprise, cadres de la fonction publique, élues) et leur impact sur leurs trajectoires biographiques.

Les propositions (300 mots maximum) accompagnées d'une notice biographique (50 mots, précisant le statut et l'affiliation), sont à envoyer conjointement aux directrices du dossier avant le 10 septembre 2014.

Muriel Gomez-Perez, Département des sciences historiques, Université Laval, muriel.gomez-perez@hst.ulaval.ca

Marie Brossier, Département de sciences politiques, Université Laval, marie.brossier@pol.ulaval.ca

RÉFÉRENCES

BALANDIER, Georges

1955 *Sociologie actuelle de l'Afrique noire, Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*. Paris, Presses universitaires de France.

BANÉGAS, Richard, et Jean-Pierre WARNIER

2001 « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique Africaine*, 82 : 5-21.

BAYART, Jean-François

1989 *L'État en Afrique : la politique du ventre*. Paris, Fayard.

BERENI, Laure

2007 « Du MLF au Mouvement pour la parité. La genèse d'une nouvelle cause dans l'espace de la cause des femmes », *Politix*, 20, 78 : 107-132.

BROSSIER, Marie

2004 « Les débats sur le Code de la famille. Une mise en question des fondements de l'autorité légitime », *Politique africaine*, 96, décembre : 78-98.

CALVÈS, Anne-Emmanuèle

2009 « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, 4, 200 : 735-749.

CHANT, Sylvia

2007 *Gender, Generation and Poverty : Exploring the 'Feminisation of Poverty' in Africa, Asia and Latin America*. Cheltenham/ Northampton, Edward Elgar.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine

2013 *Les Africaines*. Paris, La Découverte.

GOMEZ-PEREZ, Muriel, et Marie Nathalie LEBLANC

2012 *L'Afrique des générations*. Paris, Karthala.

IMAM, Ayesha, Amina MAMA, et Fatou SOW (dir.)

2004 *Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines*. Paris, Karthala.

KABEER, Naila

2005 « Gender Equality and Women's Empowerment : A Critical Analysis of the Third Millennium Development Goal », *Gender and Development*, 13, 1 : 13-24.

MARIE, Alain

1997 *L'Afrique des individus*. Paris, Karthala.

2007 « Communauté, individualisme, communitarisme : hypothèses anthropologiques sur quelques paradoxes africains », *Sociologie et sociétés*, xxxix, 2, automne : 173-198.

MEILLASSOUX, Claude

1975 *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspero.

MOGHADAM, Valentine, et Lucie SENFTOVA

2005 « Mesurer l'autonomisation des femmes : participation et droits dans les domaines civil, politique, social, économique et culturel », *Revue internationale des sciences sociales*, 2, 184 : 423-449.

PLANCKE, Carine

2012 « Agency et possessions féminines en Afrique. Une évaluation critique », *Rives méditerranéennes*, 41 : 57-78, [En ligne], [rives.revues.org/4111?lang=fr] (19 décembre 2013)

REYNOLDS WHYTE, Susan et alii

2008 *Generations in Africa : Connections and Conflicts*. Berlin, Lit Verlag.

SOW, Fatou (dir.)

2009 *La recherche féministe francophone, Langue, identités et enjeux*. Paris, Karthala.

GEA conference 2015: “Feminisms, Power and Pedagogy”

The 11th Gender and Education Association Biennial Conference will take place at the University of Roehampton, London, UK on 24-26 June 2015, with a pre-conference workshop on 23 June. It will be hosted by the School of Education, the Centre for Educational Research in Equalities, Policy and Pedagogy (CEREPP) and the Paulo Freire Institute (PFI) UK.

This conference will be concerned with power – how it operates on local, national and global levels, what the dimensions of power are in any given situation, complexities and intersections of different positions, overt and capillary power, power in relation to knowledge, to name but a few. We will be seeking contributions that engage with questions of pedagogy and power in education in relation to gender and other – differences that make a difference – (such as nation, geography, race, class, sexuality and dis/ability).

Confirmed keynote speakers:

- Prof. Penny Burke, University of Roehampton, UK
- Dr Katarina Eriksson Barajas, Linköping University, Sweden
- Prof. Farzana Shain, Keele University, UK

A call for papers and information on registration will be circulated in May 2014. Academics, students, policy makers and activists will be invited to contribute in the form of individual papers and symposia.
